

Younous Omarjee, tête de liste de l'Union des Outremer

Défendre réellement les RUP auprès de l'Union Européenne

A l'occasion d'un point presse, le candidat aux élections européennes, Younous Omarjee a évoqué des points de son programme et dénoncé «la démagogie» des candidats n'ayant aucune «connaissance des instances européennes».

En présence de son colistier réunionnais, Bruno Lorin et de son collaborateur, Olivier Plumandon, le député sortant a mis en avant les enjeux de cette élection. Plusieurs sujets étaient posés sur la table lors du point presse: la coopération régionale, l'emploi, le secteur agricole, la stratégie Europe 2020 mais aussi le bilan du député sortant, Younous Omarjee de ses deux dernières années au Parlement européen.

Des dossiers maîtrisés pour l'avenir des RUP

Sur la question de la coopération régionale, Bruno Lorin a mis en exergue son expérience au cours de ces dernières années à la Région et aujourd'hui au Département, assurant que les programmes européens en la matière peuvent «être amplifiés et renforcés» mais aussi «déclinés dans des champs de développement avec les pays de la zone, comme la sécurité civile, l'agriculture» et pas seulement l'éducation. D'ailleurs «dans les négociations sur la coopération territoriale, il a fallu se battre pour obtenir un assouplissement du critère des 150 km handicapant les RUP», a indiqué Younous Omarjee. Il s'agit d'une règle indiquant que deux pays et/ou régions ne doivent pas avoir de frontière de plus de 150 km de distance l'une d'entre elle, a expliqué Olivier Plumandon. Une «règle incompréhensible», désormais assouplie permettant aux régions ultrapériphériques d'obtenir d'avantage d'aide européennes. Cependant, «ce sont aux collectivités de s'en servir et d'en faire la demande».

Outre les thèmes évoqués, le bilan de Younous Omarjee reste positif, notamment en ce qui concerne le Rapport sur les Outremer, qui est «au cœur de la stratégie Europe 2020». Une stratégie au sein de laquelle «il y a des défis» et «on doit essayer de tirer au maximum de ces programmes», d'autant plus que l'Union Européenne «a décidé de faire de la compétitivité d'alpha et l'oméga de tout». Une remarque constatée lors des négociations sur la politique de cohésion, dont dépend La Réunion, «on a sauvegardé les grands principes mais il y a une dénaturé

de cette politique».

Etre présent pour défendre les ultramarins

«Il faut être présent à Bruxelles pour voir comment les fonds structurels sont attaqués de partout», a déploré Younous Omarjee. Ce dernier pointe du doigt «les courants offensifs, très libéraux, qui veulent faire disparaître les fonds structurels». Des attaques grandissantes dans un contexte économique et social européen détérioré, prétexte pour les détracteurs de vouloir détourner l'argent vers des «objectifs de compétitivité», c'est pourquoi «il est extrêmement important de ne rien perdre», en matière de subvention. D'ailleurs, sur la question de la clause de «conditionnalité macro-économique» (évoquée dans notre édition d'hier), Younous Omarjee a expliqué que ce critère déclenche des sanctions si un Etat ne respecte pas les 3% de déficit du PIB, «cette clause injuste a été introduite dans les règles de la politique de cohésion alors qu'on a protégé toutes les autres politiques de cette conditionnalité macro-économique». Le député a dénoncé le président français, François Hollande, qui «a créé les conditions pour qu'une épée de Damoclès pèse aujourd'hui sur les fonds structurels, dévolus à l'ensemble des régions européennes» et ultrapériphériques.

D'ailleurs, «la France n'a jamais été capable de respecter ce critère de déficit, en dépit des efforts, ils sont loin d'atteindre les objectifs». «Les mécanismes vont être déclenchés, et on ne pourra pas attendre la gentillesse de la Commission Européenne» a expliqué le député. Cependant, «on a fait en sorte que les conditions de procédure de déclenchement des sanctions soient nombreuses. Il faudra donc une catastrophe pour arriver à la suspension des fonds structurels».

Pour Younous Omarjee, l'élection possède un enjeu capital pour les Régions Ultrapériphériques (RUP), car il s'agit de faire en sorte que les politiques européennes permettent un développement économique et social des



Younous Omarjee, député au Parlement européen et candidat à sa réélection, et Bruno Lorin, son colistier réunionnais.

Outremer, et notamment de La Réunion. Pour cela, «il faut porter un regard au-delà de 2020, en consolidant la politique régionale après la période 2014-2020, car il va y avoir des attaques encore plus fortes».

«Porter un regard après 2020»

Muni d'un bilan concret, le député sortant Younous Omarjee a exposé certaines de ces propositions pour la période 2014-2020, mais pas seulement. Concernant la politique régionale, ce dernier propose la mise en œuvre d'une étude d'impact des accords avec les pays tiers fixés par la Commission Européenne sur les produits régionaux ainsi que la concertation de l'ensemble des acteurs concernés, afin notamment d'introduire «des clause de sauvegarde pour nos productions locales».

L'Union des Outremer, menée par Younous Omarjee propose également la

création d'une Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) ou Appellation d'Origine Protégée (AOP), car «trop peu de nos produits locaux sont couverts par un label. Il faut faciliter les procédures». Ce dernier a évoqué le travail réalisé avec des producteurs de lentilles de Cilaos «pour protéger nos productions». Autre point évoqué, «sortir de l'enferment par des politiques de solidarité». L'ensemble des RUP, sauf la Guyane sont des terres de volcan, «je propose pour être à la pointe, de mettre en place un grand projet européen sur la vulcanologie, la sismologie». Mais aussi de former les jeunes aux métiers de la mer et des grands fonds océanique, qui sont un «nouvel horizon de développement», a indiqué ce dernier à Mayotte.

Céline Tabou

Suite en page 2

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr

SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr

EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Chercher une vie meilleure et finir dans une catastrophe...

Un kwassa-kwassa chavire dans le bras de mer séparant Anjouan et Mayotte: 35 morts. Une explosion, suivie d'un incendie, emporte près de 400 vies au fond d'une mine à charbon en Turquie. Un bateau transportant des migrants provenant de Libye coule pleine mer près de l'Italie: un peu plus de 200 sont sauvés, mais des dizaines d'autres sont portés disparus,...en Corée du Sud, au Bangladesh, des ferries sombrent en faisant des centaines de victimes. Passées les premières émotions, la vie continue.

L'actualité nous ramène à la réalité: des personnes, comme chacun d'entre nous, tentent tout pour trouver une vie meilleure. Elles n'hésitent pas à mettre leur vie en danger contrairement à d'autres qui disposent d'une vie confortable et de moyens plus sûrs. Tant mieux pour ces derniers, mais rien ne les autorise à mépriser leurs frères et sœurs d'infortune.



Pourtant, combien de fois n'avons-nous pas entendu des réactionnaires traiter des pauvres travailleurs de tous les noms. Souvent, même, des personnes, au demeurant forts sympathiques, se laissent aller à des propos peu amènes envers des chômeurs. Des gens qui se qualifient de gauche disent qu'il faut supprimer l'aide sociale. Ainsi d'après eux, les chômeurs seraient obligés d'aller chercher du travail. Ce qui sous entendrait que les chômeurs seraient donc responsables de leur propre situation.

Les catastrophes de ces jours-ci montrent, s'il fallait encore convaincre, que le chômage est un véritable fléau et que cela ne sert à rien de mépriser les victimes de crises structurelles. Ce sont les structures inégalitaires et injustes de la société qu'il faut remettre en cause. Dans le cas de La Réunion, les réformes structurelles devraient permettre d'offrir un travail à tous, alors qu'actuellement seule une petite minorité d'égoïstes profite de cette société.

J.B.

Conférence de presse de Younous Omarjee**«Arrêter de dire n'importe quoi»**

Appartenant à des partis dilués dans les grands groupes, les concurrents de Younous Omarjee ne feront pas entendre la voix des Réunionnais.

Lors de ce point presse, Younous Omarjee est revenu sur les déclarations de certains de ses concurrents affirmant qu'il fallait faire partie d'un groupe politique majoritaire pour peser au Parlement. Affirmant que

cela n'était pas le cas, ce dernier a indiqué «il suffit de voir la mandature» précédente. En effet, le Parti Socialiste Européen (PSE) avait un représentant dans les plus hautes instances, et pourtant les députés

socialistes ne sont pas parvenus à influencer sur les décisions votées au Parlement.

Prenant pour exemple le député socialiste Patrice Tyrolien, du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates, Younous Omarjee a indiqué que ceux qui disent qu'il faut être d'un grand parti majoritaire pour peser, il s'agit là d'un «réquisitoire terrible contre le député Tyrolien, qui appartient à la majorité au Parlement européen», mais qui «n'a eu aucun impact sur les décisions prises», notamment en ce qui concerne les RUP. Ce dernier a d'ailleurs voté pour la majeure partie des lois, comme le maintien de l'UE dans le nucléaire, le contrôle aux frontières intérieures de l'UE, entre autre.

Face à cette démagogie, Younous Omarjee a affirmé: «On n'a pas aujourd'hui le temps d'attendre pour apprendre» en raison des nombreux dossiers à traiter dès la rentrée parlementaire de juillet. «Il faudra être en capacité» de négocier et d'influer lors des débats.

Céline Tabou

«On se bat pour l'ensemble des filières» agricoles

«Tout le monde savait qu'il y avait des perspectives de suppression des quotas depuis 2005, sinon on n'aurait pas eu le rapport Fruteau» a rappelé Younous Omarjee. «Les quotas devaient tomber en 2014, mais en 2014, le Parlement a proposé de pousser le sursis jusqu'en 2020. Le report de 2020, était la position du Parlement, alors que la Commission Européenne voulait supprimer immédiatement les quotas». Ce sont «les chefs d'Etat qui ont alors coupé la poire en deux, à travers un accord interinstitutionnel, fixé à 2017». «On est revenu au Parlement avec la proposition de 2017. J'ai voté contre. Mais je note que celles et ceux qui parlent aujourd'hui, leurs députés ont voté pour la fin des quotas en 2017. Faut avoir un peu de décence, les députés socialistes et de droite des Outre-mer ont voté pour».

Pointant du doigt la responsabilité de François Hollande qui a voté pour la Politique Agricole Commune (PAC), Younous Omarjee a dénoncé le vote des députés ultramarins et des députés du groupe majoritaire socialiste. Ce dernier doute que le président français

remette totalement en cause la PAC, afin de lever la suppression des quotas.

Face à cela, le candidat propose le maintien des revenus des planteurs, à travers des aides européennes, mais aussi «il faut se battre sur le POSEI, qui est le programme spécifique qui échappe aux attaques». En effet, «les aides du POSEI sont sanctuarisées», il y a à la possibilité d'agir pour le secteur agricole a expliqué Younous Omarjee.

Ne rejetant pas les propositions de Jean-Claude Fruteau, Younous Omarjee a indiqué qu'il «faut être en capacité de les mettre en œuvre». «Il faut dire la vérité aux planteurs», car la PAC étant adoptée, il est impossible de remettre en cause la suppression des quotas. Raison pour laquelle, «il faut tout faire pour se battre pour la filière canne qui est le pivot de l'économie réunionnaise. Si on déstabilise la filière canne, on remet en cause toute les autres filières: élevage, maraichage, horticulture, entre autres. «On se bat pour l'ensemble des filières» agricoles.

Elections européennes**Réunions avec
Younous Omarjee****L'Union pour les Outremer****«Dans l'Europe, les Outremer en avant»****Ce soir à 18h****Saint-Pierre
Salle King Siong****Lundi 19 mai à 17h
Sainte-Suzanne
Salle Rwa Kaf****Mardi 20 mai
Saint-Paul
Ciné Cambaie**

La saison des pluies 2013-2014 ne comble pas les déficits accumulés

Changement climatique : la sécheresse se confirme à La Réunion

Pour l'Office de l'Eau Réunion : « La saison des pluies 2013-2014 ne comble pas les déficits accumulés ». Notre île a pourtant connu le passage d'un cyclone tout près de ses côtes en début d'année, mais c'est loin d'être suffisant. Le manque d'eau est toujours là, la sécheresse se confirme, le climat change à La Réunion. C'est une donnée importante à 18 mois de la conférence de Paris 2015 sur le Climat, car les décisions qui seront prises concerneront directement les îles comme La Réunion. Les précisions de cet institut :

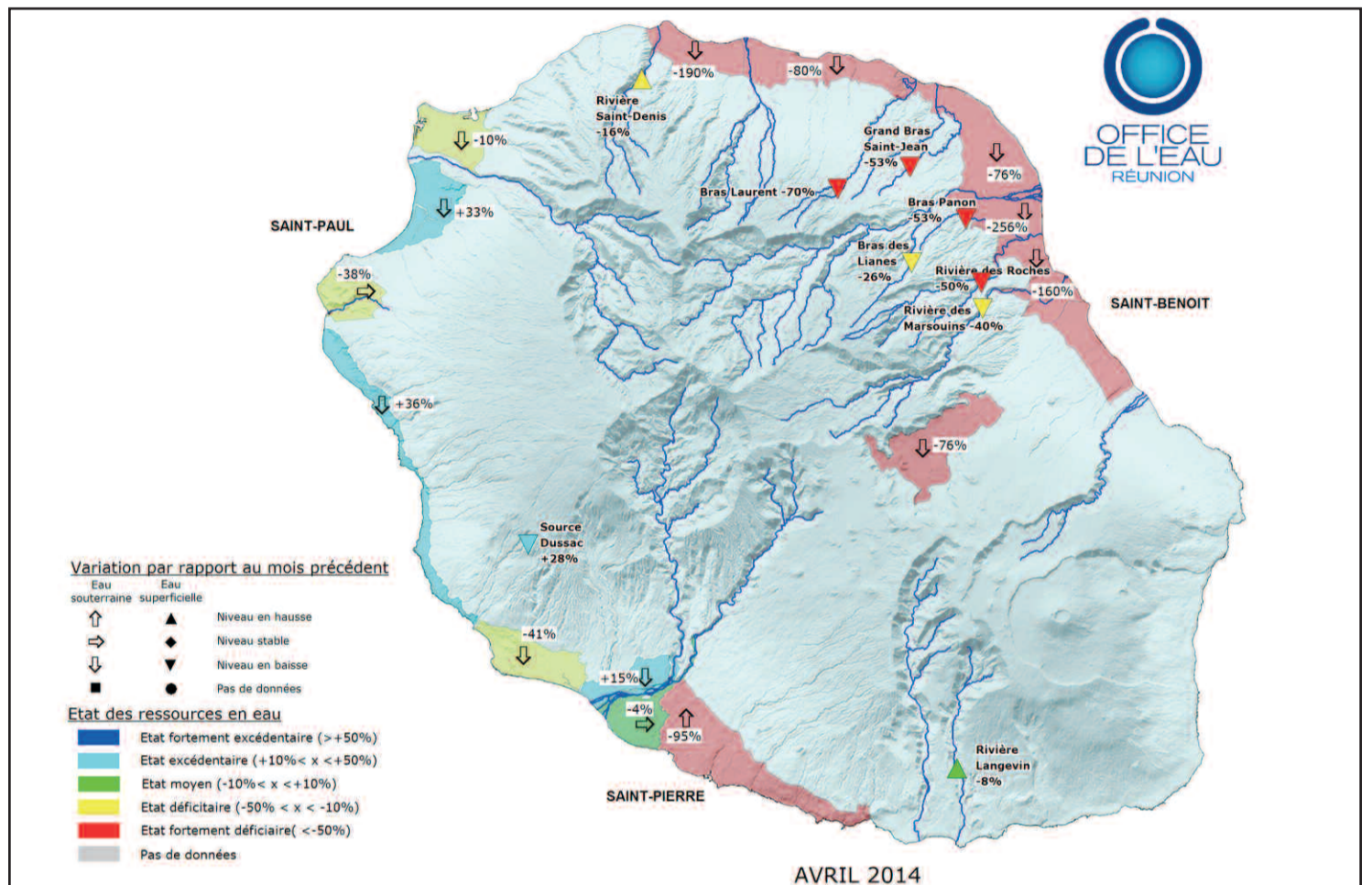
Le bilan de la saison des pluies 2013-2014 publié par l'Office de l'eau Réunion rappelle que le seul événement hydrologique marquant est le passage du cyclone tropical Bejisa le 2 janvier 2014. Les crues qui en découlent sont remarquables sur le Bras Noir à la Plaine-Des-Palmistes (période de retour de 20 ans), la Rivière des Marsouins et de la Rivière Saint-Jean (période de retour de 8 ans). Ailleurs, les crues ne montrent pas de valeurs exceptionnelles.

Un second évènement pluviométrique notable a lieu le 15 avril 2014 sur les secteurs Sud et Sud-Est, mais les crues associées restent dans la moyenne pour les cours d'eau concernés.

Une recharge insuffisante

La saison 2013-2014 ne permet pas de combler les déficits accumulés depuis 2010-2011. En ce qui concerne les cours d'eau, le bilan de la saison des pluies montre des déficits dans le Nord, l'Est et le Sud : -58% sur le Bras Laurent à Sainte-Suzanne, -35% sur la Rivière Saint-Jean à Saint-André, -29% sur le Bras Panon, -22% sur la Rivière des Marsouins à Saint-Benoît, -17% sur la Rivière des Roches et -9% sur le Bras des Lianes dans les hauts de Bras-Panon. Seul le secteur du Tévelave, dans les hauts de l'Ouest, se maintient au-dessus des normales de saison (+141% sur la Source Dussac).

L'état des ressources en eau souterraine est également largement déficitaire avec -215% à Bras-Panon, -160% à la Ravine Blanche à Saint-Jean, -51% à Sainte-Suzanne, -66% à Saint-André, -73% à Saint-Benoît, -56% à Saint-Denis, -24% à Pierrefonds et -25% sur la Plaine du Gol. Quelques situations excédentaires sont enregistrées principalement dans l'Ouest avec +17% sur les nappes du Port, +48% sur les nappes de Saint-Paul Ville, +49% à l'Ermitage et +51% sur la Plaine des Cocos à Saint-



Etat de la ressource en eau en 2014 selon les mesures publiées par l'Office de l'eau. Les zones en rouge sont celles qui souffrent du plus important déficit par rapport à la normale.

Louis.

Des tendances confirmées en avril 2014

En avril 2014, les débits médians mensuels des cours d'eau sont en baisse sur les secteurs Est, Ouest et des Plaines par rapport à mars 2014. La situation se dégrade dans l'Est et les Plaines où des

minima de saison sont dépassés sur Le Bras Laurent pour le deuxième mois consécutif et la Rivière des Marsouins pour la première fois depuis octobre 2013. Malgré une légère amélioration de leur débit, un état déficitaire est noté sur la Rivière Saint Denis (-16%) et la Rivière Langevin (-8%). L'état des ressources dans les hauts de l'Ouest reste satisfaisant avec +28% sur la source Dussac.

L'état quantitatif des nappes se dégrade également. Cinq stations piézométriques

sont concernées par un dépassement du minimum de saison contre deux en mars. Les déficits les plus importants concernent les secteurs Nord, Est et les Plaines (-190% à Saint-Denis, -102% à Sainte-Suzanne, -129% à Saint-André, -256% à Bras-Panon, -160% à Saint-Benoît et -76% à La Plaine des Palmistes). Dans l'Ouest, la situation reste globalement excédentaire (+10% au Port, +33% à Saint-Paul et +36% à La Saline) sauf pour l'aquifère de la Ravine Saint-Gilles (-38%).

Mobilisation du 15 mai à La Réunion

Les syndicats des fonctionnaires devant la préfecture

Hier à La Réunion, les syndicats de fonctionnaire se sont rassemblés devant la préfecture pour manifester contre la précarité et pour la revalorisation des salaires.

En écho au mouvement organisé en France le jeudi 15 mai, un rassemblement s'est tenu devant la préfecture dans la matinée. Des fonctionnaires ont répondu à l'appel de l'Intersyndicale CGTR, FSU et FO contre le gel du point d'indice des fonctionnaires et contre le pacte de

responsabilité.

Les divisions existantes dans les syndicats en France se sont reproduites parmi les syndicalistes réunionnais présents hier. En effet, CFDT et UNSA limitaient leur revendication à la contestation du gel du point d'indice. Les deux fédérations sont du même avis que les centrales portant le même nom à Paris, elles ne s'opposent pas au pacte de responsabilité.

Cette division a entraîné le dépôt de deux motions différentes à la préfecture.

Néanmoins, tous s'accordent sur la nécessaire revalorisation des salaires les plus faibles de la fonction publique, et sur la résorption de la précarité par la création du nombre de postes de titulaire nécessaires

à la bonne marche des services.

Rappelons que le plan d'économies du gouvernement prévoit le maintien du gel du point d'indice. Cela signifie que pour les fonctionnaires titulaires à La Réunion, les seules augmentations possibles sont l'avancement à l'ancienneté ou au mérite. En France, une autre possibilité existe pour qu'un fonctionnaire puisse augmenter ses revenus: c'est la mutation dans un département ou une collectivité d'outre-mer.

La manifestation a montré que le sentiment d'inquiétude grandit. Comme dans les autres pays européens victimes de plan d'austérité, les mesures se concentrent d'abord sur les pauvres, les retraités et les fonctionnaires. À La Réunion, le traitement des fonctionnaires découle de l'extension du supplément colonial, versé à l'origine à quelques dizaines d'expatriés et de hauts fonctionnaires, à la totalité des agents titulaires. Plusieurs rapports ont déjà ciblé cette spécificité qui est loin de susciter l'unanimité en France, surtout en temps de crise.

M.M.

"Alon sazanrézoné"

Billet philosophique

«Responsabilité, solidarité, partage»

Un Réunionnais "ami de la philo" nous a envoyé un article très intéressant publié récemment par le CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde), sous le titre : «Néo-colonialisme et écologie : l'accaparement du monde». Cet article rappelle notamment que «si les impacts sociaux de la colonisation ont déjà été fréquemment soulignés, il n'en est pas de même pour les effets que celle-ci a eus sur les milieux naturels. Pourtant, l'expansion du capitalisme à l'échelle planétaire, principalement par la violence et la coercition, a engendré des bouleversements écologiques sans précédents». Voilà un phénomène important dont nous avons à prendre conscience et pas mal d'enseignements à tirer à La Réunion.



Claudia Laup. «Quand on parle d'une seule voix, on est entendu». (photo M.M.)

En effet, comme le souligne cet article, «l'imposition d'un modèle productiviste et capitaliste va être à la source d'un désastre écologique. Concrètement, cela va se traduire notamment par l'exploitation jusqu'à épuisement des ressources minières et forestières des pays colonisés. Cette exploitation, qui sera un des facteurs du décollage économique de l'Europe, va entraîner dans les régions concernées un épuisement des sols, la destruction de l'habitat et la disparition d'espèces, une déforestation massive ainsi qu'une vulnérabilité accrue aux aléas climatiques. (...) Par la suite, l'industrialisation va encore accroître l'exploitation à la fois des peuples colonisés mais également de leurs écosystèmes. Les cinq derniers siècles de pillage portent ainsi en eux les germes de la crise écologique globale que nous connaissons».

Les priorités

Cet article ajoute que le pillage mis en œuvre durant la période coloniale «a perduré grâce à une arme aussi pernicieuse qu'efficace : la dette». En effet, la dette est devenue la pièce centrale d'un néo-colonialisme, permettant aux grandes puissances

(pays riches au service de leurs entreprises transnationales) de poursuivre l'accaparement du monde sans s'encombrer de la tutelle politique. Par ailleurs, le système dette va aggraver la situation environnementale des pays du Sud de deux autres manières : la première est l'aggravation de la pauvreté, qui va contraindre des populations entières à pressurer leur environnement à des fins de survie; la seconde, découlant de la première, est la prolifération des bidonvilles, dont la nature informelle va impacter considérablement les écosystèmes.

En bref, parvenir à dépasser l'impasse écologique dans laquelle une grande partie de l'humanité se trouve déjà ne pourra se faire sans remettre en cause le cadre économique créateur d'inégalités, d'exploitation et de gaspillage. Suite à ce constat, on serait tenté de dire que, pour tout écologiste convaincu, l'annulation de la dette et la fin du néo-colonialisme devraient être parmi ses priorités».

«Pas maîtres de notre destin»

C'est exactement ce que Claudia Laup, une jeune habitante de Sans-Souci, a déclaré en tant que Réunion-

naise le 10 mai dernier lors des premières Rencontres Citoyennes organisées à Saint-Paul par l'association pour la Promotion du génie collectif réunionnais afin de «réconcilier les Réunionnais pour un projet de responsabilité, de solidarité et de partage».

Après avoir rappelé que notre peuple, né il y a 350 ans, n'a cessé de grandir sous un système colonial, avec près de 200 ans d'esclavage, Claudia Laup a souligné que «toujours les Réunionnais se sont retrouvés divisés entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien, ou presque rien :

- il y avait les esclaves et les gros propriétaires;
- il y avait les affranchis et les mêmes gros propriétaires;
- il y a ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et les sur-rémunérés.

Nous avons eu soi-disant la liberté. Mais nous ne sommes pas maîtres de notre destin. Pour tout ce dont on a besoin, il faut toujours demander».

«Conquérir notre vraie liberté»

Et voici la conclusion de cette intervention de Claudia Laup : «Aujourd'hui, il faut unir les Réunionnais. Il faut cesser les divisions. Quand on parle d'une seule voix, on est entendu.

La suppression du département est une occasion exceptionnelle de créer une nouvelle société réunionnaise. Il faut saisir cette opportunité pour débattre ensemble du modèle de société que nous voulons pour nos enfants.

Il faut oser imaginer de nouvelles relations dans la population, basées sur un nouveau partage des responsabilités, dans le respect des différences et dans la solidarité avec les plus faibles et les plus fragiles.

Profitons de la suppression du département pour conquérir notre vraie liberté : la liberté de décider !».

Roger Orlu

(*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Otè!**Lo tan militan i arvien !**

Dalon, dalone, moin lé déjà asé ajé pou dir azot moin la pa viv toultan dan la modèrnité. Moin la konète la vi lontan èk son z'avantaj épi son l'inkonvényan. Pars l'avé z'avantaj, mé l'avé osi z'inkonvényan! In l'avantaj? La vi té pli trankil é té pa bézoin kas la tèt pou fé in n'afèr, té i sifi kopyé dsi sak lé z'ot téi fé. In l'inkonvényan? la rarté, pars nou té pa dann in sosyété l'abondans. In n'ot l'inkonvényan? Kan ou té dan l'érèr, é bin ou téi rès dan l'érèr. Kan ou té dan la pèr, ou téi rès dan la pèr. Donk la pa moin va di, avèk trémolo dann gozyé: «A! lo tann lontan! Sa lété vanté sa mounoir!» Parèy pou la modèrnité:sar pa moin pou vant ali toultan é pou tout z'afèr.

La pa tousala. Mon kozman i ral amoin in koté mi vé pa alé. Ousa mi vé alé? Mi vé zis dir azot, koméla, si ou i vé in n'afèr ou i pé komandé, sansa ou i pé alé rodé sir plas ziska dan lé kartyé, é ou la pi bozoin alé an vil. Mé soman, na dé foi, ou i pans ou pé gingn lé shoz fasilman. Kisoï in partikilyé! Kisoï in l'asosyasion! Kisoï in parti konm la n'ot. Poitan nout tout i koné nout parti l'aprè siport son tan vash mèg. Mi sava pa dir azot tout nout malizé, mé zot i koné sirman in pé. Koman nou va fé pou ansort la-dan? Méyèr fason, mi pans sé ropran nout baton militan.

Ropran nout baton militan, kosa i vé dir sa? Dann tan, mi souvien nou téi vann vignète, nou téi vann Témoignages, nou té i vann foto Paul Vergès é kan in moun nout parti la fé in liv, té nou téi sava plas sa èk demoun, kisoï nout z'adéran, kisoï demoun té i marsh pa forsféman pou nou, mé l'avé réspé pou nou.

Biensir sa té i marsh pa vit konm internet. Biensir té i falé marshé, té i falé kozé, té i falé aport la prèv nout fidélité pou nout bann z'idé... Moin lé sir désèrtin lé riskab di mi vé artourn dann tan sharète bèf, dann tan la marine a voil, moin lé mèm sir in pé lé riskab dir moin lé kont la modèrnité. In pé lé riskab dir, koméla, i fé pi z'afèr konmsa. Mé kan bann téknik modèrn i marsh pi asé bien konm k'i fo pou nou, kosa i fo fèr? D'aprè zot, i fo pa tiliz bann métod la fine fé zot prèv? Moin mi pans ké oui. Sé pou sa, sanm pou moin, lo tan militan i arvien!

Justin